

ENTRETIEN

sport.union@sonapresse.com

Brice Mbicka Ndjambou : "Le modèle économique du championnat a fait faillite"

FOOTBALL. La Ligue nationale de football professionnel (Linafp) a organisé le 16 novembre dernier son Assemblée générale ordinaire. Quelles ont été les décisions prises à l'issue de ce conclave entre l'instance dirigeante du championnat national de football et les responsables des clubs de D1 et D2 ? Pourquoi le championnat n'a-t-il pas repris comme annoncé ? Pourquoi, dans le Projet de budget de la saison 2019-2020, la Linafp s'est-elle taillée la part du lion avec un budget de 400 millions, contre 40 pour chaque club de D1 et 25 pour ceux de D2 ? À quand la reprise du championnat ? Dans un entretien à L'Union, le président de la Linafp, Brice Mbicka Ndjambou, répond sans détour à toutes ces interrogations. Lecture !

Propos recueillis par Willy NDONG
Libreville/Gabon

L'Union. La Linafp a tenu le 16 novembre dernier son Assemblée générale ordinaire. Ce que l'opinion retient de ce conclave, c'est que le démarrage du championnat initialement prévu le 23 novembre, a été, une nouvelle fois, reporté. À votre niveau, quels sont les grands enseignements à tirer de cette rencontre avec les clubs ?

Brice Mbicka Ndjambou : je vous remercie pour l'opportunité que vous m'offrez de pouvoir revenir sur l'assemblée générale ordinaire tenue le 16 novembre dernier au Palais des sports de Libreville. Généralement, au cours de nos AG, nous examinons deux aspects. Le premier consiste à examiner le bilan des activités de la saison écoulée, en plus du bilan financier. Le second aspect est lié à la projection de nos activités pour la prochaine saison. S'agissant du premier point, le bilan financier et celui de nos activités ont été adoptés par les délégués...

...mais les clubs ont refusé d'examiner le Projet de budget exercice 2019-2020

Après avoir validé nos différents rapports d'activités, les clubs, concernant les projections, ont

estimé qu'il ne fallait pas aborder cette question. Les délégués ont dit que la question de l'examen du Projet de budget 2019-2020 devrait faire l'objet d'un vote. Ainsi, à l'unanimité, les 24 clubs de D1 et D2, se sont prononcés contre l'examen de ce projet de budget, au motif, entre autres, que depuis le mois d'octobre dernier, ils avaient sollicité une rencontre avec la tutelle pour regarder ensemble un certain nombre de points techniques liés à la nouvelle saison. Comme, jusqu'à ce jour, ils n'avaient aucun retour, ils ont donc estimé qu'il fallait remettre l'examen de ce Projet de budget à une Assemblée générale extraordinaire, qui sera convoquée dans les meilleurs délais, dès lors que tous les éclaircissements souhaités trouveront un cadre de discussions et de solutions. Voilà pourquoi l'AG n'est pas allée au terme des travaux s'agissant de l'examen du Projet du budget de la prochaine saison. Du coup, cela remet en cause la reprise du championnat national, initialement prévu pour s'ouvrir le 23 novembre 2019. Il ne s'est donc pas ouvert samedi dernier.

Au sujet du Projet de budget 2019-2020, la Linafp se serait taillée la part du lion avec 400 millions de francs, contre 40 pour chaque club de D1 et 25 pour ceux de D2.



Brice Mbicka Ndjambou : «Le championnat actuel n'a aucun indicateur attestant qu'il est professionnel.»

L'information est-elle avérée ?

Je suis un peu gêné d'aborder cette question, d'autant plus qu'il ne s'agit que d'un Projet de budget. Les articles 13 et 23 des statuts de la Ligue nationale de football professionnel donnent un éclairage sur le déroulement du processus de confection du budget. Ainsi, nous élaborons ledit budget. Nous l'envoyons aux différents clubs 15 jours avant la tenue de notre Assemblée générale, afin qu'ils s'imprègnent du contenu. Une fois en Assemblée générale, eux seuls ont le pouvoir de l'amender. Voilà pour le principe. S'agissant des chiffres que vous donnez, je veux être précis à ce sujet. Pour l'organisation du championnat et autres, nous avons établi un budget qui se chiffre à 1 milliard 300 millions de francs. Ainsi, ce montant prend en compte l'appui de l'État, via la subvention, et les ressources propres de la Ligue nationale de football professionnel. Effectivement, chaque club de D1, dans ce Projet de budget,

reçoit 40 millions contre 25 pour ceux de D2. Ce qui donne un montant total de 946 millions de francs pour les 24 clubs de D1 et D2. La Linafp se contente de 400 millions...

Pourquoi 400 millions pour la Linafp seule ?

Sur ce montant, il y a deux postes de dépenses. Ainsi, sur les 400 millions de francs, la Ligue va utiliser 232 millions pour l'organisation des deux championnats dont elle a la charge. Ce montant prend en charge le déplacement et le séjour des arbitres, des officiels, l'impression des billets... Pour le fonctionnement de la Linafp, à savoir le versement des salaires des agents permanents, l'achat des consommables, de la papeterie..., nous allons utiliser environ 120 millions. Les salaires à l'année prendront 50 millions. Ce qui nous fait une masse salariale d'environ 4 millions de francs par mois. Vous comprenez donc aisément que la Ligue ne se taille pas la part du lion.

Le championnat est à l'arrêt depuis près de 7 mois. Cette situation est préjudiciale au football gabonais. Le championnat domestique étant le baromètre de notre football. Comment faire pour le relancer une bonne fois pour toutes sans que rien ne vienne le perturber ?

Je pense que les clubs se sont exprimés clairement sur la question. Il est très important que l'ensemble des principaux acteurs de notre football se retrouvent pour débattre des questions essentielles. La Linafp, les clubs, la Fédération gabonaise de football, propriétaire des deux championnats, et la tutelle doivent s'asseoir et parler. Il est évident que le modèle économique du championnat a fait faillite. Ce sont donc des questions de fond. Pis, le championnat actuel n'a aucun indicateur attestant qu'il est professionnel. Ce sont donc toutes ces questions qu'il va falloir aborder, concrètement, le moment venu.